

APRÈS DEUX ANS DE GAULLISME

Ce ne sont pas les fêtes de Noël et du Nouvel An qui marquent la véritable coupure dans le calendrier, mais bien ce qu'on appelle les grandes vacances. De durée variable selon les travailleurs, elles se terminent pour la plupart avec les derniers jours du mois d'août.

Septembre peut être ainsi considéré comme le premier mois d'une nouvelle période.

C'est le mois de la rentrée.

Et comme il convient à une rentrée, il faut conserver l'habitude de faire à cette occasion un bilan de l'année écoulée et de tracer quelques perspectives d'avenir.

Avec le mois de septembre 1960 s'ouvre la troisième année d'existence du pouvoir bonapartiste de de Gaulle.

Mais il ne faut pas cacher les faiblesses

Et même on peut dire qu'à plusieurs égards la situation est dangereuse. A un double point de vue

Les masses n'ont que trop tendance, malgré leurs désillusions, à ralentir leur action, toutes les fois que de Gaulle infléchit ses déclarations dans un sens plus libéral. Les masses n'ont que trop tendance à se désintéresser des pourparlers entre le G.P.R.A. et le gouvernement français, à laisser à ce dernier la paix et à se satisfaire de tout petits « pas en avant ». Au lieu de lutter contre cet attentisme, la politique du P.C.F. l'entretien, comme la préparation du 28 juin (n° 107 de « la Vérité des travailleurs ») l'a montré.

Si les ultras paraissent avoir perdu, même en Algérie, beaucoup de leur virulence, la gauche, la classe ouvrière n'ont pas repris l'initiative qui reste encore entre les mains du gouvernement.

D'un autre côté, les mouvements grévistes n'ont pas été couronnés des succès dont parle « l'Humanité » et le rapport de Georges Marchais à la session du Comité central d'Ivry (1^{er} juillet). Dans l'ensemble les patrons n'ont pas lâché plus que ne le recommandait le gouvernement, c'est-à-dire de 2 à 3 %. Les grèves tournantes, les grèves surprises, dans lesquelles Maurice Thorez et Benoît Frachon viennent de trouver une nouvelle panacée universelle, se sont soldées, dans de très nombreux cas, que « l'Humanité » passe sous silence, par des lock-out, des mises à pied et des sanctions de toutes sortes.

Sans doute, le gouvernement n'a pas eu recours, comme l'année précédente, à la réquisition des cheminots qui a paralysé, par la menace, pendant de longs mois, le mouvement ouvrier. Cette fois-ci, les directions syndicales ont réagi plus rapidement, et ont contraint le gouvernement à un recul.

Mais si l'opération de réquisition n'a pu être renouvelée envers les travailleurs de la S.N.C.F., le gouvernement s'est servi de la même arme envers ceux de la R.A.T.P. Les mesures ont, certes, été levées au début du mois de juillet, les sanctions annulées ; ce paternalisme a cependant permis à la direction de la R.A.T.P. de faire « avaler » les nouvelles grilles de salaires contre lesquelles les syndiqués luttèrent. De leur côté, les cheminots, malgré leur

Le mouvement gréviste et la protestation de la jeunesse grandissent

Pendant deux ans de ce pouvoir sont intervenus plusieurs événements qu'il est nécessaire d'apprécier à leur juste valeur.

L'avènement de de Gaulle a désorienté un grand nombre de travailleurs, même un certain nombre (1.500.000) de ceux qui, depuis la Libération, votaient pour le Parti communiste français.

Cette brèche, avec les mois, s'est cependant colmatée. De Gaulle, en effet, a déçu. Sa politique économique et sociale a réduit le pouvoir d'achat des travailleurs des villes et, dans des proportions encore plus grandes, les revenus des petits paysans. Les tergiversations, dont il fait preuve dans le domaine de la politique algérienne, lui ont aliéné bien des sympathies. Enfin des hommes politiques de la IV^e République, qui avaient participé activement à son avènement ont pris singulièrement, leurs distances (Pinay, par exemple, pour ne citer que le principal). Ceux dont de Gaulle paraît être venu le plus facilement à bout sont les ultras d'Algérie et de France, qui paraissent avoir été assez fortement touchés.

La gauche et la classe ouvrière, endormies pendant les derniers mois de l'année 1958 et toute l'année 1959, se sont ressaisies : les grèves, depuis le printemps 60, se sont multipliées, groupant souvent un nombre élevé de salariés ; le mouvement de protestation contre la « guerre d'Algérie » a repris sa marche en avant ; et, enfin et surtout, il faut citer la résolution radicale de ces jeunes qui ont compris, avec acuité, la nature contre-révolutionnaire de la sale besogne qu'on veut leur faire effectuer en Algérie. Leurs aspirations et leurs soucis ne sont pas seulement ceux de quelques éléments isolés, comme en témoigne l'embarras de la presse de droite et les embarras de celle de gauche.

Cette radicalisation d'une partie de la jeunesse n'est pas un élément quelconque de la situation. Bien que n'intéressant encore que des couches peu nombreuses, elle est appelée

par R. MERLIN

à devenir le principal facteur de détérioration du climat politique. La crise du P.C.F., qui s'est manifestée notamment au moment du vote des pouvoirs spéciaux, peut rebondir à propos des problèmes soulevés par le comportement des jeunes.

A la veille de l'assemblée des Nations Unies, le G.P.R.A., profitant d'une nouvelle poussée de la révolution coloniale, vient, en fait, par sa demande de référendum, d'internationaliser le « conflit algérien ». Les manœuvres destinées à mettre sur pied une troisième force telle que la Commission des élus pour se passer du G.P.R.A. ou lui imposer un compromis pourri ont fait long feu.

Le pouvoir gaulliste est mis en difficulté de tout côté ; d'abord par le réveil politique des travailleurs et le développement de la révolution coloniale, ensuite par les impatiences de l'impérialisme américain, soucieux de ne pas s'aliéner les dirigeants actuels des peuples ex-colonisés, enfin par les ultras que la recherche d'une solution autre que militaire exaspère.

C'est ainsi qu'est en train de se créer une nouvelle situation facilitant l'intervention de la classe ouvrière.

Par conséquent, la rentrée paraît se présenter sous de meilleurs auspices que la précédente.

Incontestablement de Gaulle s'est usé au pouvoir ; sa popularité, due à la croyance qu'il mettrait fin aux hostilités en Algérie, est en train de décliner. Il serait cependant erroné de penser que les travailleurs sont au bout de leur peine. Quel chemin reste à parcourir ! On ne renverse pas un ministère de la V^e, et encore moins le régime, comme on pouvait le faire d'une ministère de la IV^e République.